

MEROU GESTION S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social: 2, Rue de Roeser, L - 5865 Alzingen

NUMERO : 5787

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 30 DECEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le trentième jour du mois de décembre.

Par devant Maître **Cosita DELVAUX**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur **Alex François MERGEN**, chef d'entreprises, né à Luxembourg le 9 juillet 1983, demeurant à L-3943 Mondercange, 1A, rue de Reckange,

lequel comparant a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Art. 1. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de « **MEROU GESTION S.à r.l.** » (la « Société »), régie par les présents statuts (les « Statuts ») et la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la « Loi »).

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des statuts ou par une résolution du collège de gérance ou du gérant unique, selon le cas, et dans cette hypothèse, le collège de gérance ou le gérant unique, selon le cas, aura toute compétence pour faire modifier les Statuts en conséquence.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant unique ou, le cas échéant, le collège de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à

l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales ; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant unique ou, le cas échéant, le collège de gérance.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi qu'auprès d'autres entités commerciales, l'acquisition par achat, par souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de créances, de titres et d'autres valeurs de toutes espèces, et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société pourra également détenir des participations dans d'autres sociétés et exercer son activité à travers ses filiales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous toute forme et procéder à travers des placements privés à l'émission d'obligations et autres titres de créances. D'une manière générale, la Société pourra octroyer assistance (au moyen de prêts, avances, garanties ou sûretés ou par tout autre moyen) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a des participations ou; qui font partie intégrante du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou qui sont sous le même contrôle, direct ou indirect, ou influence que la Société (par participation, droit de vote, contrat ou autres) ou tout autre société ou entité que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et faire toute opération qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra accepter le mandat de gérant, d'administrateur ou de liquidateur dans toute société affiliée du groupe.

Finalement, la Société peut accomplir toute opération commerciale, technique et financière ou toute autre opération, en relation directe ou indirecte avec le champ d'application de son objet, afin de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille euros (EUR 12.000,-) représenté par mille deux cents (1.200) parts sociales, d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales aux conditions prévues par la loi et avec l'accord préalable d'au moins trois quarts des associés, conformément aux modalités établis par le gérant unique, ou le conseil de gérance le cas échéant.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles à due concurrence du montant du prix d'achat.

Les parts sociales rachetées devront être annulées par décision prise en assemblée selon les conditions de quorum et majorité requis pour modifications des statuts.

Art. 6. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes à/aux (l')associé(s) ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. Cette

autorisation n'est tout de même pas requise en cas de transmission aux descendants ou au conjoint survivant de l'associé décédé.

En cas de transfert par l'un des associés de ses parts sociales, les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts, lequel est à exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

La valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions de l'article 189 de la Loi.

Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 10. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de sa gestion; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (ad nutum) et ce, à tout moment.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul gérant, il est fait référence au gérant unique. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil (ou un collège) de gérance.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être

tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le collège de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation).

Le collège de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le collège de gérance ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect de toute disposition fixée par la loi.

Art. 12. La gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à un ou plusieurs gérants, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. La délégation à un gérant impose aux gérants l'obligation de

rendre annuellement compte à l'assemblée ou aux associés des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Art. 13. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par (i) la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique, ou (ii) en cas de conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, ou (iii) le cas échéant, par la signature du gérant délégué à la gestion journalière dans le cadre de la gestion journalière, ou (iv) par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le gérant unique ou le conseil de gérance, mais uniquement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 16. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la Loi.

Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société ou par des modes de communication alternatifs tels que l'email, le fax, le courrier ordinaire ou par coursier, étant entendu que ces moyens alternatifs doivent avoir été acceptés par l'associé en question et que seules les informations nécessaires à ces voies de transmission qui auront été communiquées à la Société au moins quinze (15) jours avant la date de convocation seront opposables à la Société.

Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu

par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la Loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Tout associé peut participer à une assemblée générale par conférence téléphonique, vidéo conférence, ou un moyen de communication similaire par lequel (i) les associées participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent entendre et parler les uns aux autres, (iii) la transmission de la réunion est effectuée sur une base continue et (iv) les Associés peuvent correctement délibérer. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à cette réunion.

Sauf disposition contraire de la Loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée, (ii) cependant, les décisions portant sur la modification des Statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société ou l'augmentation des engagements des associés seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte plus de soixante (60) associés, une assemblée générale annuelle sera tenue au Grand-Duché du Luxembourg à l'adresse du siège social de la Société ou à toute autre place dans le Grand-Duché du Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation dans un délai de six mois à compter de la fin de l'exercice social précédent.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 19. Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 20. Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

Dans la mesure où la Loi le permet, le collège de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, est autorisé à procéder à la distribution d'un acompte sur dividende, conformément aux conditions et dans les limites prévues par la Loi.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 21. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 22. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION

Monsieur **Alex François MERGEN**, prénommé, déclare souscrire à mille deux cents (1.200) parts sociales, d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune les libère intégralement par un apport en numéraire d'un montant de

douze mille euros (EUR 12.000,-).

Le montant de douze mille euros (EUR 12.000,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

CONSTATATION

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 et par l'article 184 de la modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 se trouvent remplies.

FRAIS

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

RESOLUTIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Est nommé en qualité de gérant unique, pour une durée indéterminée :

Monsieur **Alex François MERGEN**, chef d'entreprises, né à Luxembourg le 9 juillet 1983, demeurant à L-3943 Mondercange, 1A , rue de Reckange

2. Le siège social de la Société est établi au 2, Rue de Roeser, L - 5865 Alzingen.

Dont acte.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

(Signé) A.-F. MERGEN, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 03 janvier 2017

Relation : 1LAC/2017/264

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING

POUR EXPEDITION CONFORME,
délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de
Luxembourg et aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et
Associations (RESA).

Luxembourg, le 12 janvier 2017

Me Cosita DELVAUX